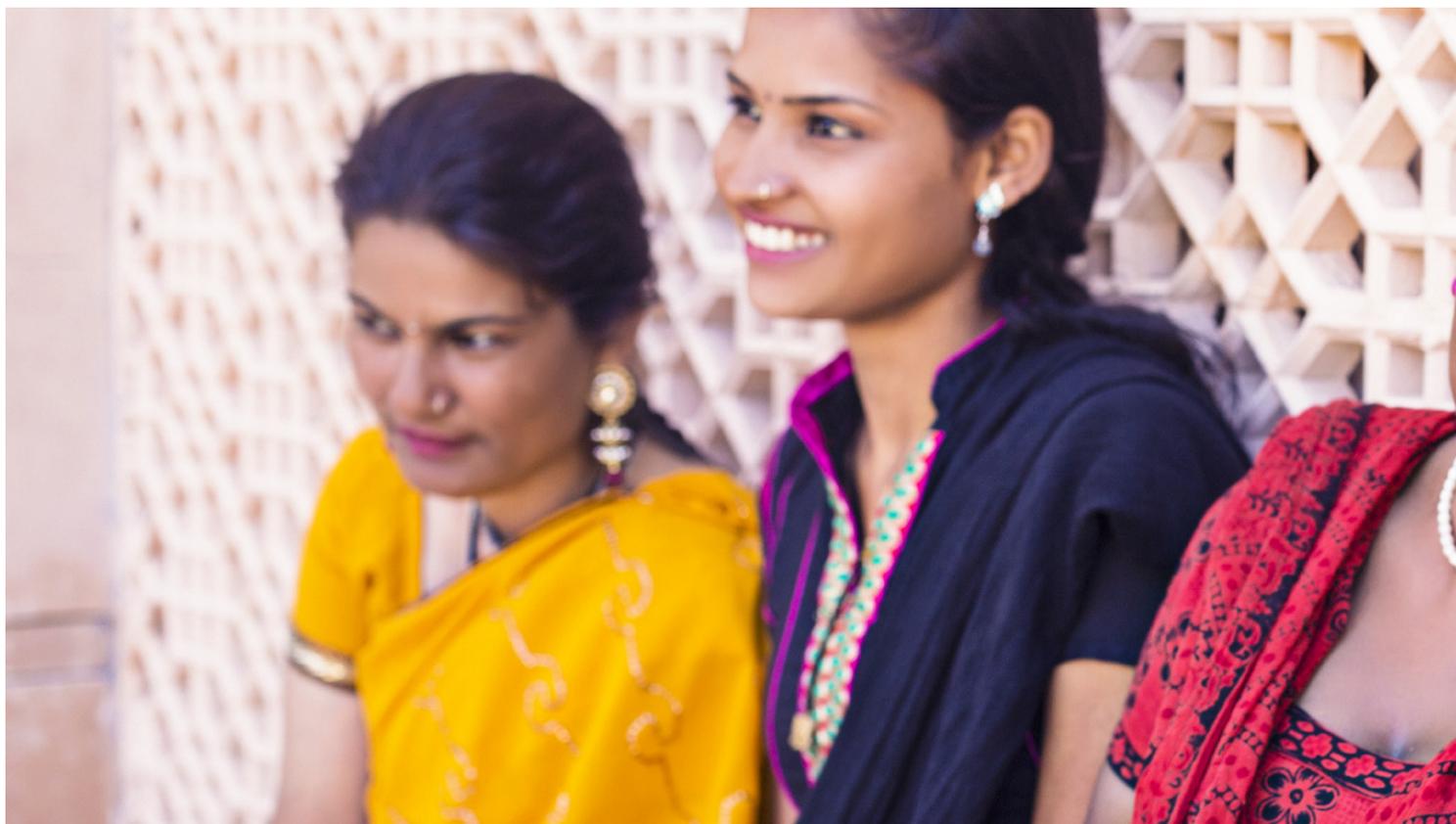


✦ THOMASLLOYD

RAPPORT  
PAYS INDE  
2018





## RÉSUMÉ

**L'Inde est le 7<sup>ème</sup> plus grand pays du monde, avec une superficie totale du territoire de 3 287 263 km<sup>2</sup>. Situé en Asie du Sud, sa ligne côtière qui s'étend sur plus de 7000 km fait face à la Mer d'Arabie à l'ouest et au golfe du Bengale à l'est. Elle a des frontières terrestres avec six pays : le Bangladesh, la Chine, le Pakistan, le Népal, le Bhoutan et l'Afghanistan.**

En termes de population, l'Inde est le deuxième plus grand pays du monde avec une population de plus d'1,3 m<sup>d</sup>. Les Nations Unies estiment que la population augmentera de plus de 300 millions au cours des 25 prochaines années et dépassera la Chine en 2024, pour devenir la nation la plus peuplée du monde.

L'Économie indienne a pris de l'ampleur au cours des 25-30 dernières années et bien que la croissance soit tombée à 3,9% en 2008, le pays n'est pas entré en récession lors de la crise financière contrairement à la majorité des pays industrialisés. Depuis 2010, le PIB indien a augmenté, atteignant un rythme annuel moyen de 7,3 %.

Après avoir enregistré une croissance de 7 % en 2017, les organisations supranationales, telles que la Banque mondiale et l'OCDE, prévoient que l'économie indienne progressera au rythme annuel moyen de presque 7,3 % au cours des deux prochaines années.

La note de Standard & Poor's pour l'Inde, mise à jour en novembre 2017, est BBB- avec une

perspective stable. Moody's l' a récemment classé en Baa2 avec une perspective stable. Fitch l'a crédité d'une notation BBB-, avec une perspective stable également. S&P, qui avait maintenu un avis de « perspective négative » pour la catégorie « Investissement » depuis 2007 avec une notation à BBB-, est passé à un avis de « perspective stable » en 2014, soit plusieurs mois après l'élection du Premier Ministre M. Narendra MODI.

L'Inde est la plus grande démocratie au monde, actuellement dirigée par le Premier Ministre Narendra Modi, dont le Parti Bharatiya Janata (BJP) a obtenu une victoire écrasante aux élections parlementaires de mai 2014. Ce fut la première fois en 30 ans qu'un parti unique a remporté seul une majorité parlementaire.

La Banque Centrale indienne, Banque de réserve de l'Inde, existe depuis 1935. Son mandat exige qu'elle maintienne « un cadre politique monétaire moderne pour relever le défi d'une économie de plus en plus complexe, afin de maintenir la stabilité des prix tout en gardant à l'esprit un objectif de croissance. » Les politiques de la Banque de réserve, ont contribué à ramener l'inflation de l'IPC à tout juste 3,2 % en 2017 et devrait s'établir en moyenne autour de 4,6 % au cours des deux prochaines années.

Fin décembre 2017, la mesure du taux de change en vigueur classe l'Inde comme la 6<sup>ème</sup> plus grande économie mondiale. Elle vient de dépasser la France et si elle conserve un



## ITB 2018

L'Indice de transformation de la fondation Bertelsmann (ITB, échelle de 1 à 10) analyse et évalue la qualité de la démocratie, de l'économie de marché et de la gestion politique dans 129 pays en développement et en transition.

La progression et la régression sont mesurées sur la voie d'une démocratie constitutionnelle et d'une économie de marché, accompagnées par une politique sociale.

### Index de statut

7,0 #26 || 129  
Inde

5,4  
Asie / Océanie\*

### Situation de la démocratie

7,6 #24 || 129  
Inde

5,1  
Asie / Océanie\*

### Situation de l'économie de marché

6,3 #40 || 129  
Inde

5,7  
Asie / Océanie\*

### Indice de gouvernance

6,0 #24 || 129  
Inde

4,7  
Asie / Océanie\*

\* Moyenne régionale

taux de change constant, fin 2018 elle devrait dépasser le Royaume-Uni et atteindre la 5<sup>ème</sup> place avec une économie représentant environ 75% de l'économie allemande.

Le 31 octobre 2017, la Banque mondiale publiait son rapport Doing Business, qui fait l'inventaire des réglementations et réformes commerciales mises en œuvre au cours des 12 mois précédents dans 190 pays. Le rapport présente divers indicateurs qui mesurent notamment la facilité de créer une entreprise, d'enregistrer une propriété, d'obtenir des permis de construire, d'obtenir un crédit, de payer des impôts, d'exécuter des contrats et de résoudre des problèmes d'insolvabilité. Le classement de l'Inde s'est amélioré, passant du 130<sup>ème</sup> au 100<sup>ème</sup> rang et elle a été reconnue comme étant l'un des 10 pays les plus performants en termes d'amélioration, parmi les 190 pays qui font chaque année l'objet d'une étude.

Pour revenir à 2008, l'Inde a lancé son Plan d'action national sur le changement climatique. « Notre vision consiste à rendre le développement économique de l'Inde efficace du point de vue énergétique. Au fil du temps, nous devons lancer un changement progressif de l'activité économique, fondée sur les combustibles fossiles, à une économie, pour passer

d'une économie fondée sur les combustibles fossiles à une économie fondée sur les combustibles non fossiles et passer des sources d'énergie non renouvelables à des sources d'énergies renouvelables. Dans cette stratégie,

*« L'Inde accorde un grand potentiel et une grande opportunité à toutes sortes d'idées et de concepts pour qu'ils prospèrent et aux investissements pour qu'ils fructifient. »*

Premier Ministre Modi au Forum économique mondial, le 23.01.2018.

le soleil occupe le devant de la scène puisqu'il est littéralement la source originale de toute l'énergie. Nous mettrons en commun nos talents scientifiques, techniques et managériaux, avec des ressources financières suffisantes, pour développer l'énergie solaire en tant que source d'énergie abondante, et propulser notre économie afin de transformer la vie de notre peuple. Le succès que nous rencontrerons dans notre effort changera la face de l'Inde. Il permettra aussi à l'Inde de contribuer à changer la destinée de personnes à travers le monde. »

Selon le Ministre des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, à compter du 31 mars 2018, l'Inde avait une capacité installée, raccordée et disponible d'une puissance, installée et raccordée, d'environ 69,02 GW en production électrique qui provient des énergies renouvelables, dépassant ainsi pour la première fois de son histoire la capacité de production d'énergie hydroélectrique.

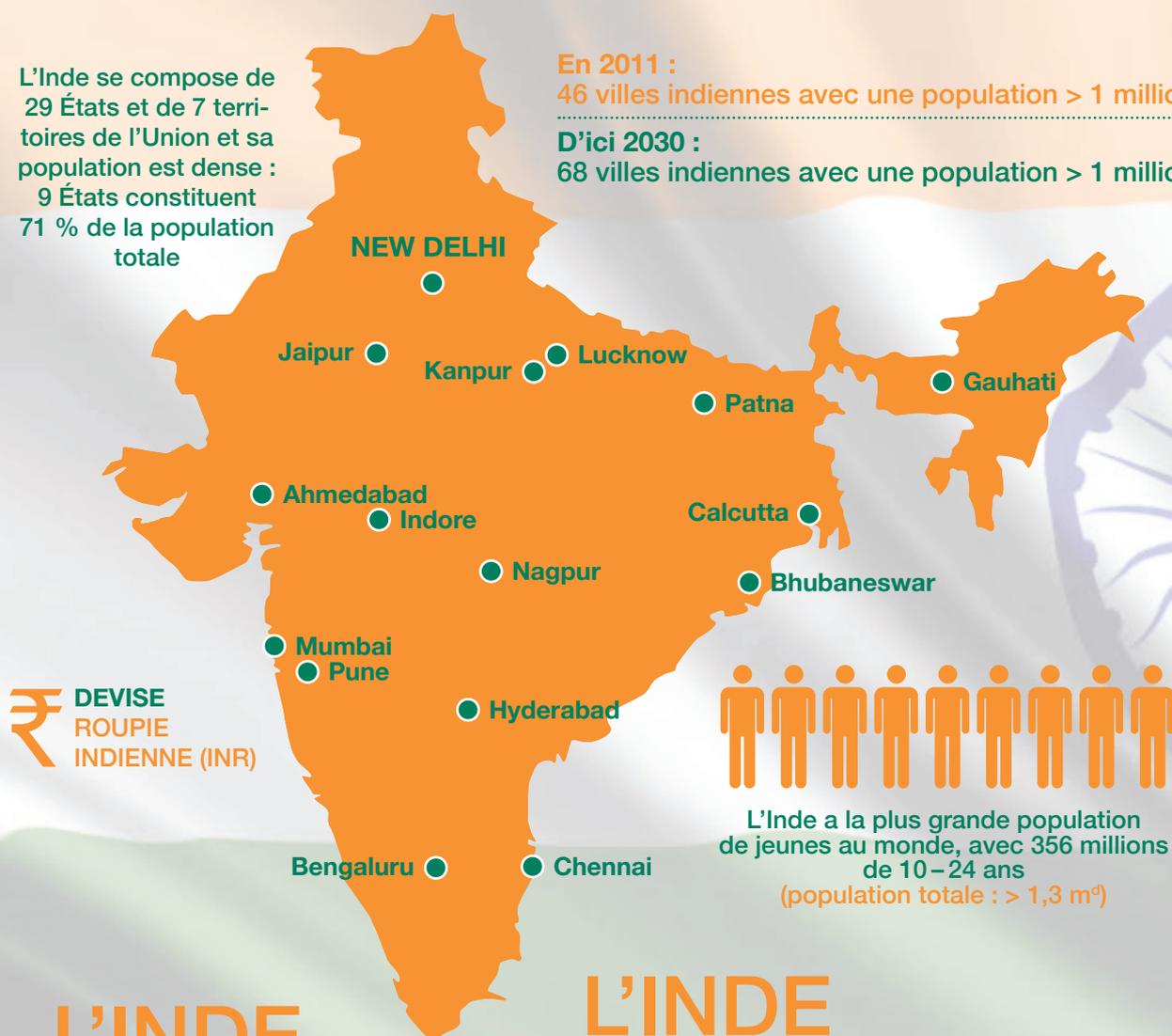
# L'INDE

## APERÇU

L'Inde se compose de 29 États et de 7 territoires de l'Union et sa population est dense : 9 États constituent 71 % de la population totale

En 2011 :  
46 villes indiennes avec une population > 1 million

D'ici 2030 :  
68 villes indiennes avec une population > 1 million



₹ DEVISE  
ROUPIE  
INDIENNE (INR)



L'Inde a la plus grande population de jeunes au monde, avec 356 millions de 10-24 ans (population totale : > 1,3 m<sup>e</sup>)

## L'INDE CONSTITUE...

2,4 %  
de la surface mondiale

17,6 %  
de la population mondiale

## L'INDE EST LA PLUS GRANDE...



démocratie dans le monde et la plus grande nation anglophone au monde



**CROISSANCE DE LA POPULATION**  
de 2000 à 2030



**CROISSANCE DU PIB**  
de 2014 à 2022



**CONSOMMATION DE COURANT**  
de 2006 à 2015

**BBB-**  
AVEC PERSPECTIVE STABLE

**NOTATION DE CRÉDIT**  
Standard & Poor's



**SEPTIÈME**

plus grande économie au monde, appelée à passer à la 5<sup>ème</sup> place, derrière l'Allemagne, d'ici 2018

**MAIS**



**66ÈME**

sur 137 pays dans le monde en termes de qualité d'infrastructure



**163 MILLIONS**

de personnes dépourvues d'accès à l'électricité



**DEUXIÈME**

plus grand marché solaire dans le monde, après la Chine en 2018

**125**  
MILLIARDS d'US\$

L'Inde projette de constituer des capacités d'énergie renouvelable à raison de 175 GW d'ici 2022, dont environ 100 GW sont planifiées pour être dédiées au secteur solaire. Par conséquent, elle aura besoin d'investissements se montant à environ US\$ 125 milliards, pour atteindre cet objectif.



## GÉOGRAPHIE

**Le territoire de l'Inde – avec celui du Bangladesh et de la plus grande partie du Pakistan – forme un sous-continent bien défini, séparé du reste de l'Asie par l'imposant rempart montagneux septentrional de l'Himalaya et en y ajoutant des chaînes de montagnes à l'Ouest et à l'Est.**

En raison de la vaste superficie du territoire indien, son climat varie dans différentes régions. La plupart des régions ont un climat chaud tropical. Au nord, près de l'Himalaya, le climat peut être décrit comme celui de la toundra alpine, alors qu'à l'ouest, on trouve un climat désertique. L'Inde a quatre saisons ; l'hiver (janvier et février), l'été (de mars à mai), la saison des moussons (de juin à septembre) et la saison post-moussons (de octobre à décembre).

# 6 750

Avec l'Himalaya et Karakorum, l'Inde possède deux des paysages montagneux les plus impressionnants, avec certaines des montagnes les plus grandes du monde. 67 sommets montagneux spectaculaires dépassent une hauteur de 6 750 mètres.

La période des moussons peut varier sur plusieurs semaines, d'une région à l'autre et d'une année à l'autre. La saison humide va de début juin à fin septembre, provoquant de fortes précipitations avec fréquemment de vastes inondations. Environ les trois quarts des précipitations annuelles se cumulent durant ces trois mois. Juste avant les pluies rafraîchissantes de la mousson, le pays peut être enclin à des

vagues de chaleurs mortelles en mai ou juin où les températures sont généralement les plus chaudes. L'Inde souffre de plusieurs types de catastrophes naturelles telles que les sécheresses, les crues subites et les ouragans.

Près de 10 % des terres agricoles mondiales se trouvent en Inde. La surface cultivable totale est de 1 269 219 km<sup>2</sup> (56,78 % de la superficie totale du territoire), qui va en diminuant, en raison de la pression constante exercée par une population sans cesse croissante et par l'urbanisation accrue. L'Inde a une surface totale recouverte d'eau de 360 400 km<sup>2</sup> et environ 14 500 km de voies navigables intérieures.

La variabilité des pluies de moussons d'une année à l'autre apporte davantage d'incertitude au secteur agricole de l'Inde. Les bonnes années de pluie génèrent des rendements substantiels des cultures mais de médiocres chutes de pluie peuvent entraîner des récoltes totalement déficitaires, en particulier dans les zones où l'irrigation, faite par l'Homme, n'est pas très bien développée.

Environ la moitié des indiens vivent de l'agriculture et les cultures vivrières représentent plus de 60 % de la superficie totale cultivée. Le riz est la principale culture dans des zones, dotées de plus de 1 000 mm de précipitations annuelles moyennes, de même que dans certaines zones irriguées. Le blé est cultivé principalement dans les parties Nord et Nord-Ouest du pays, où les précipitations annuelles moyennes se situent entre 380 et 1 000 mm. Globalement, l'Inde est le deuxième plus grand producteur au monde de riz et de blé. D'autres céréales importantes englobent le sorgho, le millet et le maïs, même si, parmi les légumineuses, les pois chiches sont de loin les plus importants.

Environ un quart des terres de l'Inde est boisé, bien que ce chiffre décroisse rapidement, du



**Superficie totale du territoire :**  
3 287 263 km<sup>2</sup>,  
7<sup>ème</sup> plus grande du monde,  
90 % de terres, 10 % d'eau

**Capitale :**  
New Delhi

**Zone horaire :**  
UTC + 5:30

**Devise :**  
roupie indienne  
(abrégée : INR)

**Continent :**  
Asie

**Coordonnées :**  
28,6139° N, 77,2090° E

**Point culminant :**  
Kangchenjunga (3<sup>ème</sup> montagne la plus haute du monde),  
8 586 m

**Point le plus bas :**  
Kuttanad (région connue pour ses rizières), -2,2m (au-dessous du niveau de la mer)

**Rivière la plus longue :**  
Brahmapoutre – Tsangpo,  
3 848 km

**Lac le plus grand :**  
Lac Wular, sa surface varie entre 30 km<sup>2</sup> et 260 km<sup>2</sup> (en fonction de la saison)

fait de la croissance de la population, de l'agriculture, de l'urbanisation et de l'industrialisation. En outre, certaines zones, officiellement classées en tant que forêt, ont été surexploitées pour le bois d'œuvre et le bois de chauffage et sont devenues du terrain broussailleux, avec de faibles quantités de terres boisées, utilisées pour la production de charbon de bois.

La flore indienne varie d'une région à une autre, selon les régimes respectifs de précipitations. Les forêts à feuillage persistant se trouvent dans des zones à fortes précipitations (plus de 2 000 mm par an), avec des forêts de feuillus et des forêts mixtes, et progressivement, au fur et à mesure de la diminution des pluies, passent des prairies à une végétation désertique. Les bois durs, tels que le teck et le palissandre sont cultivés à des fins commerciales, avec de grandes forêts de mangrove le long des deltas des rivières et plus de 100 espèces de palmiers dans les zones tropicales. De nombreux types de bambou poussent sur une grande partie du pays. Il existe environ 17 000 espèces de plantes à fleurs, certaines d'entre elles ne poussant qu'en Inde et 1 300 d'entre elles étant considérées comme menacées.

La faune indienne impressionne par le nombre et la diversité des animaux qui y vivent. Les mammifères comprennent l'éléphant indien et le rhinocéros, de même que le bison, le buffle, l'antilope et plusieurs espèces de cervidés. Les primates, tels que les singes rhésus et les langurs, se trouvent tant dans les zones boisées ainsi qu'à proximité des établissements humains. Parmi les carnivores, le lion d'Asie est la seule sous-espèce encore existante de lion, que l'on trouve hors d'Afrique. Le tigre du Bengale est l'animal national de l'Inde. Autrefois en voie de disparition, les tigres indiens sont passés à plusieurs milliers d'individus, grâce essentiellement au Projet Tigre, qui a créé des réserves dans diverses parties du pays.

L'Inde compte plus de 1 200 espèces d'oiseaux, estimées à environ un huitième du total mondial, bien que certaines espèces migratoires ne se trouvent dans le pays que durant l'hiver. Les oiseaux de proie englobent les faucons, les vautours et les aigles. Les paons sont aussi répandus, en particulier dans le Gujarat et le Rajasthan, où ils font office d'animaux domestiques et sont souvent considérés comme l'oiseau national de l'Inde.

Les crocodiles habitent les rivières, les marécages et les lacs du pays et, parmi les 400 espèces de serpents, environ 20 % sont vénéneux, le python et le cobra étant les plus répandus et les plus mortels. Il existe 2 000 espèces de poissons en Inde, dont un cinquième vit en eau douce, tandis que les requins se trouvent dans les eaux côtières, ainsi que dans les deltas et les estuaires.

La géographie de l'Inde, vaste et variée, nous fournit une grande diversité de ressources minérales et de combustibles fossiles. Le charbon est abondant et relativement facile à exploiter et le pays est le 3<sup>ème</sup> plus grand producteur mondial, uniquement devancé par la Chine et les É.-U. Quasiment la totalité du pétrole indien provient du champ pétrolifère au large de Bombay High, de même que de Gujarat et d'Assam mais il ne produit qu'une petite proportion de ses besoins nationaux. Il existe d'immenses gisements de minerais, tels que le minerai de fer, de manganèse et de chrome, auxquels s'ajoutent, le cuivre, la bauxite, le zinc, le plomb, l'or et l'argent. Les minerais non métalliques et non combustibles englobent la pierre calcaire, le dolomite, le phosphate naturel, les pierres à bâtir, les argiles réfractaires, le mica, le gypse, le spath fluor, la magnésite, le graphite et les diamants.



Pendant longtemps, l'usage répandu de pesticides a été considéré comme étant la panacée de l'agriculture indienne. Cependant, les comportements ont, depuis, évolué. Aujourd'hui, l'Inde a le plus grand nombre d'agriculteurs biologiques au monde, avec le plein essor des supermarchés bio dans ses villes et ses cités.



# DÉMOGRAPHIE

**L'Inde est le deuxième plus grand pays du monde en termes de population, avec plus d'1,3 m<sup>d</sup> d'habitants. Les Nations unies estiment que la population augmentera de plus de 300 millions au cours des 25 prochaines années et, en 2024, elle dépassera la Chine, pour devenir la nation la plus peuplée de la planète.**

La population est assez jeune, avec un âge moyen de 27,6 ans, parmi lesquels les hommes ont en moyenne 26,9 ans et les femmes 28,3 ans. L'espérance de vie moyenne est d'environ 68,3 ans, classant l'Inde au 125<sup>ème</sup> rang mondial d'après l'Organisation Mondiale de la Santé. Le taux de natalité pour 1 000 habitants est de 19,3 et le taux de mortalité pour 1 000 habitants est de 7,3.

L'Inde est constituée de 46 villes, dont chacune dépasse le million d'habitants. Parmi elles, deux ont une population supérieure à 10 millions d'habitants. Delhi, capitale nationale dans le Nord de l'Inde, est la plus grande ville en superficie et en population (10,9 m). Mumbai, capitale de la finance, est la plus densément peuplée (12,7 m) et la plus riche d'Inde. Bengaluru (5,1 m), autrefois connue sous le nom de Bangalore et Chennai (4,3 m), et encore avant sous le nom de Madras, sont les plus grandes villes du Sud de l'Inde. Calcutta (4,6 m), capitale culturelle, est la plus grande ville de l'Est de l'Inde, tandis qu'Ahmedabad et Hyberabad ont toutes deux plus de 3 m d'habitants.

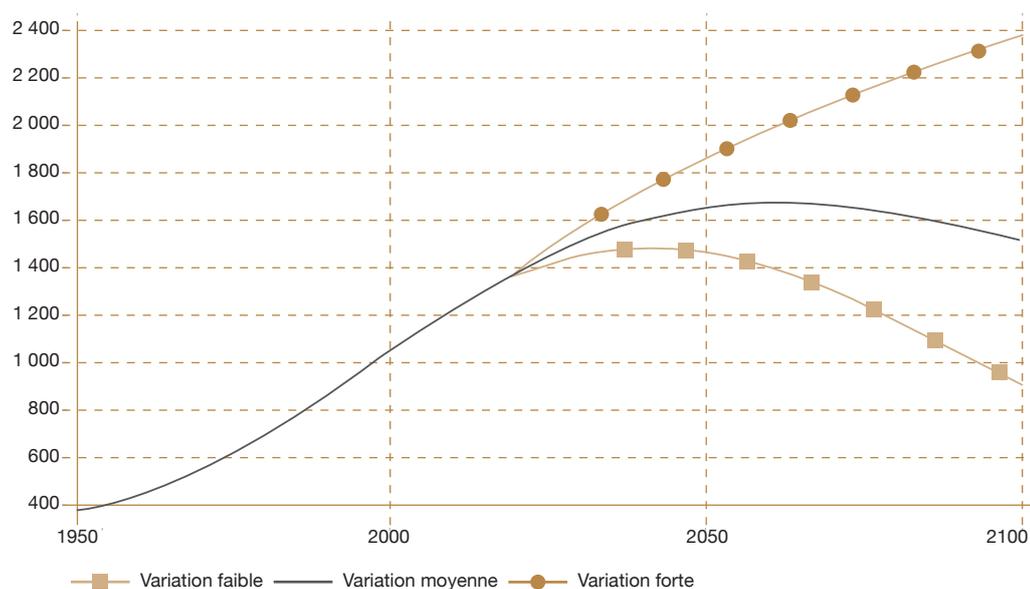
Le pays a aussi de nombreuses villes plus petites mais cependant très peuplées, parmi lesquelles 397 ont entre 100 000 et 1 million d'habitants et 2 483 cités ont entre 10 000 et 100 000 habitants. La population urbaine totale est d'environ 32,7 %, alors que 67 % vivent dans des zones rurales. Ce chiffre est en recul par rapport aux 82 % du début des années 1960 mais le déclin n'a pas été aussi spectaculaire que dans de nombreux pays asiatiques.

En mai 2018, l'O.M.S. a réalisé une étude, portant sur la pollution de l'air, dans 795 villes dans 67 pays. 14 villes parmi les 20 les plus polluées (en termes de particules fines : PL2,5, telles que les sulfates, les nitrates et le carbone noir) se trouvent en Inde : Delhi, Varanasi, Kanpur, Faridabad, Gaya, Patna, Lucknow, Agra, Muzaffarpur, Srinagar, Gurgaon, Jaipur, Patiala et Jodhpur. Le rapport WHO, « Environ 3 milliards d'habitants – plus de 40 % de la population mondiale – n'a toujours pas accès aux combustibles et technologies de cuisson non polluant(e)s dans leurs domiciles, la principale source de pollution de l'air des foyers, », alors que plus de 90 % des décès, liés à la pollution de l'air, se produisent dans les pays à revenus faibles et moyens (y compris l'Inde), principalement en Asie et en Afrique.



100 millions de personnes se sont rendues au Festival indien de Kumbh Mela, le plus grand rassemblement d'êtres humains au monde.

**Perspectives en termes de population de l'Inde**  
(Population totale en millions)



Source : Nations unies (<https://esa.un.org/unpd/wpp/Graphs/DemographicProfiles/>)

# POLITIQUE

**L'Inde est une République fédérale, dotée de 29 États et de six territoires de l'Union. Elle dispose d'une démocratie parlementaire, qui fonctionne conformément à la constitution de 1950. Il existe un parlement fédéral bicaméral : le Rajya Sabha ou Conseil des États (chambre haute) et le Lok Sabha ou chambre du Peuple (chambre basse).**

Le Lok Sabha compte 545 membres, 543 représentant les États et les territoires de l'Union et deux sièges supplémentaires sont réservés pour la communauté anglo-indienne. Les membres sont élus, au système majoritaire uninominal à un tour dans les circonscriptions uninominales, tous les cinq ans ou moins, sur la base du suffrage universel.

## Swatantrata Divas

Le 15 août de chaque année, le peuple indien célèbre l'une de ses trois fêtes nationales : Swatantrata Divas, le Jour de l'indépendance de l'Inde. L'Inde est devenue indépendante de la Couronne britannique, lorsque le Plan Mountbatten est entré en vigueur en 1947.

Le Rajya Sabha a 245 membres, 12 d'entre eux sont des nominations de la présidence et 233 sont élus indirectement par les assemblées des États et les territoires de l'Union pour une période de six ans, un tiers étant renouvelé tous les deux ans. Les dispositions législatives peuvent être mises en application dans l'une ou l'autre des chambres mais le Lok Sabha a le dernier mot dans les questions financières.

Le Premier ministre est élu par les membres du Lok Sabha, de même qu'il nomme et dirige le Conseil des Ministres. Le Président est élu pour cinq ans par un collège électoral, se composant de membres du Parlement fédéral et des Assemblées des États. La présidence de l'Inde est largement cérémoniale mais peut jouer un rôle significatif si, par exemple, aucun parti ne remporte la majorité absolue aux élections nationales.

La dernière élection générale s'est tenue entre avril et mai 2014. Le BJP a remporté 282 sièges dans le Lok Sabha (avec 31,0 pour cent des suffrages exprimés) ; l'INC 44 sièges (19,3 pour cent), All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam 37 et All India Trinamool Congress 34. Le 26 mai 2014, le chef de file du BJP : Narendra Modi, Ministre en chef de l'État de Gujarat de 2001 à 2014, a été assermenté en qualité de Premier Ministre, le tout premier Premier Ministre à être né après l'accession de l'Inde à l'indépendance.

Des élections générales doivent se dérouler en Inde en avril ou mai 2019, pour constituer le dix-septième Lok Sabha, bien que le débat se poursuive sur la question qui est de savoir si la date pourrait être avancée, pour coïncider avec les élections des États dans le Chhattisgarh, le Rajasthan et le Madhya Pradesh.

Le Premier Ministre Narendra Modi a lancé l'idée, consistant à organiser des élections simultanées, car ceci permettrait à un gouvernement de travailler pendant les cinq années complètes de son mandat, sans quelques interruptions que ce soit, imposées par de fréquentes élections. Il est prétendu que des élections simultanées économiseraient aussi beaucoup d'argent et éviterait des dépenses inutiles, bien que la décision puisse être un calcul plus politique autour des votes contre les élus en place dans les États, dans lesquels le BJP espère gagner un appui.

Dans un rapport, présenté au Rajya Sabha en décembre 2015, la Commission parlementaire permanente, dédiée au Personnel, aux Doléances publiques, à la Loi et à la Justice, déclarait : « Presque tous les partis politiques, qui étaient présents avant l'existence de la Commission, ont eu le sentiment que des élections simultanées au Lok Sabha et aux Assemblées législatives des États sont une noble proposition, rentable mais difficile à mettre en œuvre, étant donné notre Disposition constitutionnelle. »

Les sondages d'opinion nationaux, publiés dernièrement et menés en janvier 2018, se situeraient entre 301 et 335 sièges pour l'alliance de centre-droit, parmi 13 partis constitutifs, dirigés par le BJP. Ceci suggérerait, à son tour, une majorité parlementaire écrasante, située entre 174 et 216 sièges.



L'élection parlementaire indienne de 2014 – la plus grande consultation au monde

**814 000 000**

Votants

**11 000 000**

Responsables de l'élection

**930 000**

Bureaux de vote

# ÉCONOMIE

La récente évolution de l'économie indienne se caractérise au mieux en trois phases distinctes. À la suite de réformes structurelles au début des années 1990, le PIB a progressé suivant un taux annuel moyen de 5,4 % par an entre 1991 et 2003, soit une accélération de plus d'1 point de pourcentage par an par rapport aux deux décennies précédentes.

À partir de 2004–2008, la croissance a été stimulée en outre par l'expansion rapide dans l'économie mondiale et l'abondance des liquidités, qui ont contribué à dynamiser les marchés émergents – auparavant boudés – à travers le monde. Il y eut une rapide augmentation du taux d'investissement, financé par une forte croissance du crédit et une intensification des flux de capitaux et des prêts bancaires. Le taux moyen de croissance du PIB s'est accéléré, pour atteindre 8,8 %.

Après la Crise financière Mondiale (CFM) en 2008–09, la croissance s'est poursuivie à un rythme plus modéré, en raison du resser-

rement des conditions de liquidité à l'échelle mondiale et d'un ralentissement dans la création de crédits intérieurs dû à un haut niveau des créances irrécouvrables dans le secteur bancaire. Depuis 2010, le PIB indien a augmenté à un rythme annuel moyen de 7,3 % et sa croissance soutient très bien la comparaison avec d'autres pays d'Asie.

En novembre 2016, l'Inde annonçait la « démonétisation » de tous les billets de banque de 500 et 1 000 roupies. Le Gouvernement affirmait que l'action entraverait l'économie souterraine et qu'il prendrait des mesures énergiques pour lutter contre le recours à l'argent frauduleux et la fausse monnaie pour financer les activités illégales et le terrorisme. La nature soudaine de l'annonce et les déficits prolongés de trésorerie dans les semaines qui suivirent, ont créé une perturbation majeure dans toute l'économie. C'est probablement l'une des raisons pour lesquelles la croissance du PIB a ralenti, passant de 8 % l'année précédente à tout juste 7,1 % en 2016 et 6,7 % en 2017.

## 10<sup>12</sup>

Avec un taux de croissance de 6 à 8 pour cent, le PIB de l'Inde passera approximativement à US\$ 10 billions en 20 ans, ce qui en fera le troisième plus grand au monde.

	Changement annuel, intervenu dans le Produit intérieur brut (PIB)													Prévision				
	'05	'06	'07	'08	'09	'10	'11	'12	'13	'14	'15	'16	'17	'18	'19	'20	'21	'22
<b>Chine</b>	11,3	12,7	14,2	9,6	9,2	10,6	9,5	7,9	7,8	7,3	6,9	6,7	6,8	6,5	6,3	6,2	6,0	5,8
<b>Inde</b>	9,3	9,3	9,8	3,9	8,5	10,3	6,6	5,5	6,4	7,5	8,0	7,1	6,7	7,4	7,8	7,9	8,1	8,2
<b>Indonésie</b>	5,7	5,5	6,3	7,4	4,7	6,4	6,2	6,0	5,6	4,0	4,9	5,0	5,2	5,3	5,5	5,5	5,5	5,5
<b>Thaïlande</b>	5,2	5,0	5,4	1,7	-0,7	7,5	0,8	7,2	2,7	0,9	2,9	3,2	3,7	3,5	3,4	3,1	3,0	3,0
<b>Philippines</b>	4,8	5,2	6,6	4,1	1,1	7,6	3,7	6,7	7,1	6,1	6,1	6,9	6,6	6,7	6,8	6,8	6,8	6,8
<b>Malaisie</b>	5,0	5,6	6,3	4,8	-1,5	7,5	5,3	5,5	4,7	6,0	5,0	4,2	5,4	4,8	4,8	4,9	4,9	4,9
<b>Pakistan</b>	6,3	6,9	6,5	5,5	5,3	6,0	6,4	6,3	6,0	6,3	6,8	7,2	7,1	7,0	7,0	7,0	7,0	7,0
<b>Bangladesh</b>	7,5	7,0	7,1	5,7	1,7	-0,7	7,5	0,8	7,2	2,7	0,9	2,9	3,7	3,5	3,4	3,1	3,0	3,0
<b>Vietnam</b>	7,5	7,0	7,1	5,7	5,4	6,4	6,2	5,2	5,4	6,0	6,7	6,2	6,3	6,3	6,2	6,2	6,2	6,2
<b>Sri Lanka</b>	6,2	7,7	6,8	5,9	3,5	8,0	8,4	9,1	3,4	5,0	4,8	4,4	4,7	4,8	4,9	5,0	5,1	5,3

	Ventilation détaillée actuelle du PIB et prévision (en %)				Prévision	
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>PIB aux prix du Marché</b>	7,5	8,0	7,1	7,0	7,3	7,4
Consommation privée	6,2	6,1	8,7	8,0	7,8	7,5
Consommation publique	9,6	3,3	20,8	15,6	11,2	10,0
Investissement brut de capital fixe	3,3	6,5	2,4	2,8	5,3	6,7
Exportations de biens et services	1,8	-5,3	4,5	5,0	5,8	6,9
Importations de biens et services	0,9	-5,9	2,3	4,9	5,3	6,4
Hausse des prix à la consommation	5,8	4,9	4,5	3,2	4,6	4,2
Déficit public (% du PIB)	-6,9	-6,8	-6,0	-5,9	-5,8	-5,6
Balance des paiements courants (% du PIB)	-1,2	-1,1	-0,7	-0,9	-1,2	-1,4



L'ancien Gouverneur de la Banque de réserve de l'Inde, Raghuram Rajan, déclara, lors d'un discours prononcé à Harvard en avril 2018 : « La démonétisation n'était ni bien planifiée ni bien pensée ni significative à mon avis. J'avais déjà prévenu le gouvernement quand cette idée est apparue.(...) Au moment de la démonétisation, celle-ci représentait 87,5 % de la valeur de la devise. Tout macro-économiste dirait qu'un pays démocratisant 87,5 % de sa monnaie devrait également réimprimer 87,5 %, ou du moins presque autant. L'Inde s'est lancée dans la démonétisation sans avoir procédé à cette opération d'impression. »

M. Rajan ajoute « Les coûts de la démonétisation varient entre 1,5 et 2 pour cent du PIB... Je ne pense pas qu'il y ait une très grande contestation là-dessus. Je ne pense même pas que le Gouvernement remette nécessairement ceci en question et ce serait vraiment un ardent défenseur du Gouvernement qui dirait que les bénéfices de la démonétisation pour la croissance ont été immédiats. »

Parallèlement à la démonétisation, une Taxe sur les Biens et Services (TBS) a été introduite et a pris effet à compter du 1er juillet 2017. Cette nouvelle taxe (dont l'adoption a pris 17 années complètes) est une taxe exhaustive, multi-stades, fondée sur des objectifs, qui est prélevée sur chaque de valeur pour remplacer tout une série de taxes indirectes aux niveaux de l'État et du Gouvernement central. La nouvelle TBS est aussi axée sur la technologie. Toutes les activités, telles que l'inscription, la déclaration de revenus, les demandes de remboursements et les réponses aux avis doivent

être fait(e)s en ligne via le Portail TBS.

Étant donné ces deux véritables « chocs », infligés au système indien, la performance économique récente a été plutôt résistante. La Banque mondiale estime que la croissance du PIB augmentera, passant de 6,7 % en 2017 à 7,3 % en 2018 et à 7,4 % en 2019, l'OCDE prévoyant une augmentation légèrement plus faible de 7,0 % en 2018 mais partageant la perspective de 7,4 % pour 2019. Les prévisions du secteur privé concordent généralement, avec des attentes consensuelles à 7,3 % et 7,4 %, respectivement, pour chacune des deux prochaines années.

En termes de politique monétaire, la Banque Centrale indienne – la Banque de réserve de l'Inde (BRI) – est chargée « de régler la question des Billets de banque et de garder des réserves, afin d'assurer la stabilité monétaire en Inde et, d'une manière générale, d'exploiter le système monétaire et le système de crédit du pays à son avantage ; d'avoir un cadre politique et monétaire moderne, pour relever le défi d'une économie de plus en plus complexe, de maintenir la stabilité des prix, tout en gardant à l'esprit l'objectif de croissance. »

En vertu de la loi sur la BRI, son Comité de Politique Monétaire (CPM) est tenu de se réunir au moins quatre fois par an. Chaque membre du CPM a un droit de vote et, en cas d'égalité des voix, le Gouverneur a un second droit de vote ou une voie prépondérante. La résolution, adoptée par le CPM, est publiée à l'issue de chaque réunion du CPM, conformément aux dispositions du Chapitre III F de la loi sur la Banque de réserve de l'Inde, 1934. Le 14<sup>ème</sup>

---



10<sup>9</sup>

---

Un milliard d'Indiens a un téléphone mobile ou fixe, alors que le nombre d'utilisateurs d'Internet croît de 8 millions chaque mois.

---

jour, les procès-verbaux des délibérations du CPM sont publiés, lesquels comportent :

- la résolution, adoptée par le CPM ;
- le vote de chaque membre sur la résolution, assigné audit membre ;
- l'avis de chaque membre sur la résolution adoptée.

Une fois tous les six mois, la Banque de réserve est tenue de publier un document, appelé « le Rapport sur la politique monétaire », destiné à expliquer :

- les sources de l'inflation ;
- la prévision de l'inflation pour les 6 – 18 mois qui suivent.

La BRI a augmenté le taux de pension, le passant à 8,0 % en janvier 2014 et a laissé les taux d'intérêt à ce niveau pour deux semaines, à défaut d'une année entière. Après une baisse de 25 pb à 7,75 % en janvier 2015, il y a eu ensuite six autres baisses (cinq de 25 pb et une de 50 pb), y compris deux, opérées dans le cadre du CPM actuel, qui se sont avérées opérationnelles depuis octobre 2016. Le taux de pension a été abaissé dernièrement à 6,0 %, en août 2017 mais le 6 juin 2018, les taux officiels ont été augmentés de 25 pb, la première augmentation des taux depuis plus de 4 ans. Le CPM est composé de 6 personnes votant à l'unanimité pour l'augmentation des taux.

La Déclaration de la BRI, à l'issue de sa réunion de juin 2018, précisait « Qu'avec l'amélioration de l'utilisation des capacités et la contraction

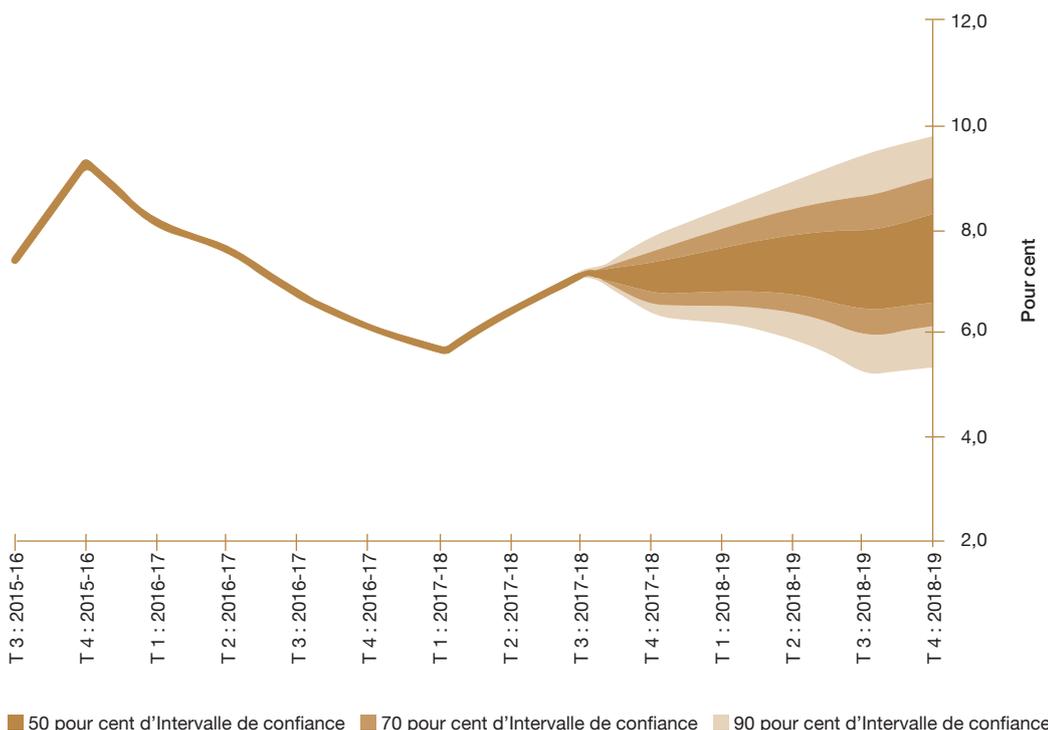
de crédits, l'activité d'investissement devrait demeurer solide, même s'il y a eu quelques durcissements des conditions de financement ces derniers mois. La demande mondiale a aussi été soutenue, ce qui devrait favoriser les exportations et susciter une impulsion supplémentaire en faveur des investissements... La consommation, tant rurale qu'urbaine, demeure saine et devrait continuer à se renforcer ». La déclaration soulignait aussi la volatilité des prix du pétrole brut et les évolutions du marché financier mondial comme présentant des risques pour sa perspective. Le pétrole est le produit le plus importé en Inde et l'augmentation des prix non seulement provoque une poussée inflationniste mais aussi le déficit commercial. L'augmentation de l'IPC est passée de 1,46 % en juin 2017 à un niveau actuel de 4,58 %. Les prévisions mises à jour ont placé l'augmentation de l'IPC à 4.6 % durant le 1<sup>er</sup> semestre 2018 – 19 et 4,7 % durant le 2<sup>ème</sup> semestre.

Si l'on regarde vers l'avenir, l'espoir des autorités sera qu'une devise plus stable, issue de l'augmentation des taux et d'une baisse de 10 % des prix du pétrole à partir de leur récent sommet, commencera bientôt à limiter la hausse de l'inflation. Si cette éventualité se concrétisait, en agissant alors d'une manière opportune et déterminante, la BRI pourrait éviter la nécessité d'augmenter davantage les taux ultérieurement. Dans ce contexte, la première augmentation des taux pendant plus de quatre ans pourrait s'avérer positive sur vue de la stabilité financière et sur la perspective de l'économie réelle.



Les ménages indiens détiennent 11 pour cent de l'or du monde. C'est plus que les réserves d'or détenues par le Fond monétaire international (FMI), l'Allemagne, les É.-U. et la Suisse réunis.

Projection trimestrielle de la croissance du PIB réel (année après année)





## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

**Le Groupe de la Banque mondiale (GBM) constate que « son partenariat avec l'Inde est solide et durable, s'étendant sur près de six décennies. Les services de financement, de travail analytique et de conseils du GBM ont contribué au développement du pays depuis le premier prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) aux Chemins de fer indiens en 1949.**

Les partenaires du GBM, qui doivent aider l'Inde, fournissent des plates-formes de croissance, exploitent les avantages de la mutation spatiale du pays et augmentent son potentiel de développement humain. Le portefeuille de prêts du Groupe se compose de 106 opérations, dotées de \$ 26,7 milliards en engagements, dont \$ 15,0 milliards proviennent de la BIRD, \$ 11,6 milliards de l'AID et \$ 0,1 milliard provient d'autres sources, essentiellement le Fonds pour l'environnement mondial. Reflétant un partenariat solide, intense, le total des engagements, contractés au titre des prêts, a progressé de 19 % au cours des cinq années écoulées. »

<b>Nombre de projets parmi :</b>	106
ADI	55
BIRD	40
ADI & BIRD mélangés	5
Fonds pour l'environnement mondial	6
<b>Engagements, dont :</b>	\$ 26,7 milliards
ADI	\$ 11,6 milliards
BIRD	\$ 15,0 milliards
Fonds pour l'environnement mondial	\$ 0,1 milliard

La « Modernisation du développement de l'Inde » est la publication phare de la Banque mondiale. Son dernier rapport biennal, publié en mars 2018, souligne que « La croissance économique a été de plus en plus stimulée par la consommation (privée et publique) depuis 2009, tandis que deux moteurs de croissance importants, l'investissement privé et les expor-

tations, se sont montrés constamment défailants. Cette tendance est particulièrement préoccupante car les investissements et les exportations ne sont pas que des sources directes et importantes de croissance et de productivité ; elles déterminent aussi la capacité technologique, de même que la compétitivité de la structure de production d'un pays. »

Le GBM souligne que « Le taux d'investissement a chuté et demeure faible, en dépit du fait que la stabilité macroéconomique est bien plus élevée, que l'investissement public a augmenté et que sa qualité s'est améliorée ; l'environnement commercial s'est amélioré aussi ; la liquidité mondiale a continué à demeurer modérée ; les marchés indiens des actions se sont bien comportés, offrant de bonnes évaluations aux sociétés qui cherchaient à recueillir des fonds et, comme en témoignent certains indicateurs, l'incertitude économique n'a pas empiré. »

Le GBM plaide en faveur d'une approche de « Maximisation du financement pour le développement », qui nécessite une combinaison efficace de ressources publiques et privées, pour financer l'investissement à long terme de l'Inde. Cette approche vise à mobiliser des instruments publics (tels que des investissements ou des garanties) pour attirer le financement privé ou pour aborder les contraintes lourdes qui pèsent sur la participation du secteur privé.

Le Diagnostic Pays Systématique (DPS) du GBM, relatif à l'Inde, met en évidence des secteurs prioritaires concernant la réforme, pour réaliser une ambition à long terme consistant à augmenter les revenus des indiens d'au moins 50 pour cent, qui correspond au niveau des classes moyennes mondiales, à un niveau, comparable à ceux de la classe moyenne mondiale. Il remarque : « Un obstacle fondamental à la croissance à long terme de l'Inde est la rareté des ressources naturelles. Ainsi, une croissance élevée soutenue n'est possible qu'avec un schéma de croissance efficace des ressources, qui utilise ces dernières plus efficacement au sein de chaque secteur et les affecte plus efficacement dans tous les secteurs. »



Les principaux engagements financiers du GBM en Inde se concentrent dans les secteurs du transport (\$ 6,9 m<sup>ds</sup>), l'eau et l'assainissement (\$ 5,2 m<sup>ds</sup>) et l'énergie (\$ 2,6 m<sup>ds</sup>). Son principal centre de préoccupation consiste maintenant à amener le financement et les connaissances mondiales de pointe à servir au mieux huit secteurs prioritaires :

- donner un coup de jeune à la rivière du Gange ;
- développer les villes intelligentes et améliorer la délivrance de services urbains ;
- améliorer l'assainissement rural et mettre fin à la défécation à l'air libre ;
- fournir de l'électricité 24/7 ;
- un effort ambitieux sur l'énergie solaire ;
- fournir aux jeunes un développement de la formation et des compétences ;
- moderniser l'immense système ferroviaire indien ;
- améliorer le climat des affaires en Inde.

**BIRD** – La Banque internationale pour la reconstruction et le développement est un établissement financier international, qui propose des prêts aux pays en voie de développement à revenus moyens.

**AID** – L'Association internationale de développement fournit prêts et conseils à des conditions concessionnelles à des pays pauvres à revenus moyens et solvables.



## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL

**Le Gouvernement indien s'est engagé publiquement en faveur d'un mécanisme permanent de réforme dans le contexte des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies pour 2030, mécanisme adopté par ses 193 États membres en septembre 2015 et du Programme d'action d'Addis Abeba, résultant de la Troisième conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue en juillet 2015.**

L'Institut national de transformation de l'Inde Aayog (INTI) est l'organisme, chargé de surveiller, coordonner et assurer la mise en œuvre des ODD acceptés à l'échelle mondiale ; ce qui entraîne la concrétisation des 17 objectifs de développement dans toute l'Inde. Il s'agit du « Groupe de réflexion » de la principale politique du Gouvernement qui fournit des données directionnelles et des orientations politiques et remplace la Commission de planification, instituée en 1950. Tout en concevant des politiques et programmes stratégiques et à long terme pour le Gouvernement indien, le NITI Aayog fournit aussi des conseils techniques pertinents au Centre et aux États, pour agir ensemble en faveur de l'intérêt national, encourageant ainsi le « Fédéralisme coopératif ». Il est présidé par le Premier ministre : Narendra Modi.

S'inspirant du travail du Gouvernement envers les 17 ODD, M. Modi a prononcé un discours de politique générale lors de la session plénière du Forum économique mondial, qui s'est tenu à Davos, en 2018, au cours duquel il déclara :

« Le Gouvernement indien a résolu un certain nombre de problèmes de réglementation et de

politique, qui assaillent les affaires, les investisseurs et les sociétés. Dans cette voie, nous avons procédé à des réformes audacieuses en matière d'IDE (Investissement Direct Etranger). Plus de 90 pour cent des approbations en matière d'IDE ont été soumises au mode d'approbation automatique. À titre de résultat de ces changements, il y a eu une forte hausse en matière d'IDE au cours des trois dernières années – passant de 36 milliards de dollars en 2013–14 à 60 milliards de dollars en 2016–17. »

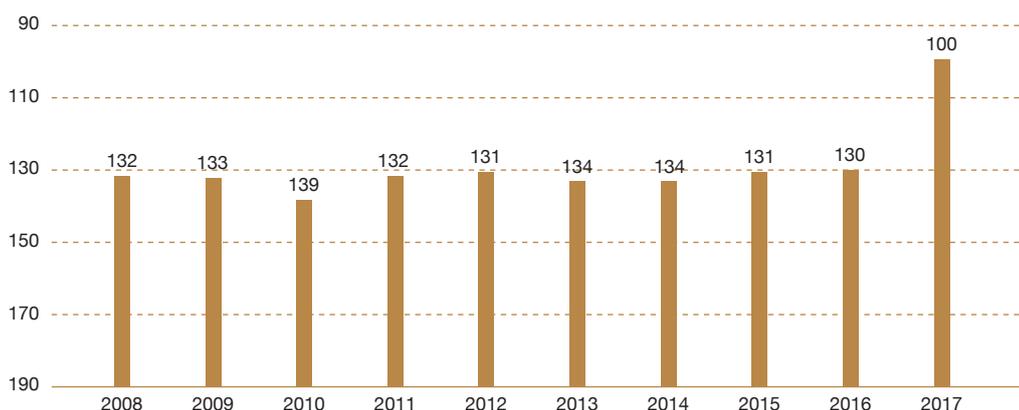
- « Dans le domaine du développement des infrastructures, notre objectif est de réduire le temps de transaction du coût logistique pour diverses activités. De même, des améliorations dans les infrastructures ont déjà enthousiasmé les gens car ils commencent à voir un changement qualitatif dans leur vie. »
- « L'Inde a besoin d'être entièrement intégrée dans le monde dans les secteurs majeurs de la politique. Il se peut qu'il s'agisse du régime d'entrée et de sortie d'entreprises ; en ce qui concerne les DPI (Droits de Propriété Intellectuelle) ou le règlement d'arbitrage et la réglementation commerciale, nous avons franchi une étape décisive, afin d'en rafraîchir le cadre et de les aligner sur les meilleures pratiques mondiales. »

- « La principale raison de la fracture, présente dans les pays, est l'inégalité et la disparité, qui génèrent clivage et suspicion. Personnellement, j'ai toujours dit que le processus de développement devrait être inclusif et englobant. Nous avons tenté à notre manière de réduire l'inégalité des revenus et des chances. »



Les 17 objectifs de développement durable (ODD) sont des objectifs politiques, fixés par les Nations unies (NU), dans le but d'assurer un développement durable sur les plans économique, social et écologique. Les objectifs étaient définis d'une manière semblable au processus de développement relatif aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour une période de 15 ans (valables jusqu'en 2030). À la différence des OMD, qui ne concernaient que les pays en voie de développement, les ODD s'appliquent à tous les pays.

## Facilité de faire des affaires en Inde (classement de 190 pays)



Depuis 2004, la Banque mondiale publie son rapport Doing Business afin de suivre et d'évaluer de manière indépendante et fiable les progrès dans l'environnement économique et commercial. Dans le cadre de ce rapport, les équipes de projet mènent deux enquêtes sur 10 indicateurs susceptibles d'affecter la facilité de faire des affaires dans un pays. Le premier indicateur est le « Score de distance de la frontière », mesuré sur une échelle de 0 à 100, qui qualifie dans quelle mesure l'environnement des affaires d'un pays est le meilleur environnement observé depuis 2005 (pour « La meilleure pratique mondiale », à laquelle il est attribué un résultat de 100). Le second indicateur calcule un classement des résultats de tous les pays participants.

Ce rapport de 2018 reconnaît l'Inde comme étant l'un des 10 pays les plus performants en termes d'amélioration parmi les 190 pays étudiés chaque année. L'Inde est le seul pays d'Asie du Sud et des BRICS à être inclu dans la liste des pays performants en termes d'amélioration. Au total des points, l'Inde a obtenu un Score de 60,76 (sur 100) pour la distance de la frontière, contre 56,05 l'année dernière, ce qui la place à la 100<sup>ème</sup> place dans le classement, soit une amélioration par rapport à 2017, où elle était à la 130<sup>ème</sup> place. Ce score s'est amélioré dans l'ensemble des 10 secteurs, démontrant ainsi que son évolution en faveur de meilleures pratiques mondiales se généralise et n'est pas simplement confiné à un seul secteur. L'Inde a amélioré son classement Doing Business dans 6 des 10 indicateurs.

Par rapport à 2017, le classement de l'Inde dans Doing Business s'est amélioré de manière significative. Alors que ceci traduit une amélioration de l'environnement commercial, le classement ne donne pas un aperçu absolu de la facilité de faire des affaires en Inde, par rapport à d'autres économies émergentes. Pour examiner cette question, l'analyse de la Banque mondiale a comparé l'Inde à un groupe d'économies de marché émergentes, les pays ME7, composés du Brésil, de la Russie, de l'Afrique du Sud, de l'Indonésie, du Mexique, de la Malaisie et de la Turquie.

*« Nous comprenons tout à fait que nos systèmes aient besoin de changer. Par conséquent, nous persistons dans les réformes structurelles profondes. Notre mantra, c'est réformer, réaliser et transformer. »*

Premier Ministre Modi au Forum économique mondial, le 23.01.2018.

Par rapport à 2017, le classement de l'Inde dans Doing Business s'est amélioré de manière significative. Alors que ceci traduit une amélioration de l'environnement commercial, le classement ne donne pas un aperçu absolu de la facilité de faire des affaires en Inde, par rapport à d'autres économies émergentes. Pour examiner cette question, l'analyse de la Banque mondiale a comparé l'Inde à un groupe d'économies de marché émergentes, les pays ME7, composés du Brésil, de la Russie, de l'Afrique du Sud, de l'Indonésie, du Mexique, de la Malaisie et de la Turquie.

L'Inde dépasse le pays médian dans les trois secteurs : Protection des investisseurs minoritaires, no capital de crédit et no capital de l'électricité. Cependant, elle se classe dernière parmi les pays ME7, en ce qui concerne l'no capital de permis de construire, l'enregistrement de la propriété et l'no capital de contrats.

La Banque mondiale conclut « Qu'en s'inspirant de réformes existantes, l'Inde peut continuer à améliorer son climat d'investissement. Tandis que la politique globale et l'environnement juridique relatifs aux affaires en Inde s'améliorent rapidement, elle semble être à la hauteur en ce qui concerne la qualité des réglementations mais ne pas faire aussi bien dans des secteurs qui font le point sur l'application des lois. Cet écart souligne l'importance de mettre l'accent sur la mise en place efficace de réformes, en plus de l'amélioration du cadre légal. »



## INFRASTRUCTURE

**L'Inde a eu, par tradition, une expertise significative dans l'ingénierie et une caractéristique, tant de son passé colonial que de son développement post-indépendance, a été sa vaste bureaucratie gouvernementale. Combinant ces deux grandes traditions, une grande partie des infrastructures du pays a été assurée par des organismes de construction, gérés par l'État, tels que le Département central des travaux publics, dont la fondation remonte à 1854.**

La plupart des activités de construction à grande échelle, – telles que la construction de chemins de fer, des routes nationales et des routes d'État, des ports, des projets hydroélectriques et des projets d'irrigation, des stades, des salles de spectacle et des usines et hôtels, détenus par l'État – ont été des projets émanant du secteur public.

Le système ferroviaire indien, entièrement posé par l'État et exploité par le Ministère des

chemins de fer, dispose, au total, de 121 407 kilomètres de voies sur 67 368 kilomètres de route et c'est le quatrième plus grand réseau au monde. Les Chemins de fer indiens font circuler chaque jour plus de 13 000 trains de passagers, tant sur des itinéraires longue distance que suburbains, à partir de 7 349 stations dans tout le pays. Si l'on mesure par la distance, parcourue chaque année par des passagers, c'est le système le plus massivement utilisé au monde. En 1989, la première ligne souterraine d'Asie du Sud commença à fonctionner à Calcutta. Delhi suivit avec un nouveau système, qui fut lancé en 2002. Avec une longueur totale de 277 kilomètres et 202 stations, c'est maintenant le 11<sup>ème</sup> plus long système de métro au monde et le 16<sup>ème</sup> plus grand en termes de fréquentation.

Selon le Ministère des routes, des transports & des autoroutes, le réseau routier atteint au total 5 603 293 km ; le deuxième plus grand au monde, bien que ce total englobe de nombreuses routes étroites et non pavées. À comp-

---

 1,3 m<sup>n</sup>

---

Avec approximativement 1,3 million d'employés, les Chemins de fer indiens sont l'un des plus grands employeurs du monde.

---



ter de mai 2017, l'Inde a achevé et mis en service plus de 28 900 kilomètres d'autoroutes à 4 ou 6 voies, récemment construites, reliant nombre de ses grands centres de fabrication, ainsi que de ses centres commerciaux et culturels. La longueur des autoroutes nationales en Inde est passée de 70 934 km en 2010–11 à 101 011 km in 2016. À 1,70 km de routes par kilomètre carré de territoire, la densité quantitative du réseau routier indien est plus élevée que celle du Japon (0,91) et des États-Unis (0,67) et bien plus élevée que celle de la Chine (0,46), du Brésil (0,18) ou de la Russie (0,08).

L'aviation civile fut nationalisée en 1953 et divisée en deux compagnies, détenues par l'État : Air India, pour les lignes internationales d'envergure, partant des aéroports de New Delhi, Mumbai, Calcutta et Chennai et Indian Airlines, pour les lignes en Inde et dans les pays voisins. Les deux sociétés ont fusionné en 2011 et, à la suite d'une dérégulation ultérieure, IndiGo, Jet Airways, Air India, Spicejet, GoAir et Vistara sont maintenant les principaux transporteurs,

dans l'ordre de leur part de marché. L'Inde est le troisième plus grand marché d'aviation civile au monde. Elle a enregistré un trafic aérien de 131 millions de passagers en 2016, dont 100 millions étaient des passagers nationaux.

L'Inde a une ligne côtière de 7 516 kilomètres, formant l'une des plus grandes péninsules au monde. Selon le Ministère de la marine, environ 95 pour cent des échanges en volume et 70 pour cent en valeur de l'Inde sont effectués par transport maritime. Elle est desservie par 12 grands ports, outre 200 ports – déclarés mineurs – et intermédiaires. Il y a aussi 7 chantiers de construction navale, placés sous le contrôle du Gouvernement central de l'Inde, 2 chantiers de construction navale étant contrôlés par des Gouvernements d'État et 19 chantiers de ce type appartenant au secteur privé.

L'Inde a aussi un vaste réseau de voies navigables intérieures, sous la forme de rivières et de canaux. Leur longueur navigable totale

## Indice mondial de la compétitivité pour les infrastructures

### 1. Classement

137 pays classés Tendance

#### Qualité des infrastructures globales



#### Qualité des routes



#### Qualité des infrastructures ferroviaires



#### Qualité des infrastructures portuaires



#### Qualité des infrastructures du transport aérien



#### Qualité de l'approvisionnement en électricité



Source : Rapport mondial sur la compétitivité 2017–2018, Forum économique mondial

Note : les grandes tendances décrivent une évolution en valeurs depuis l'édition 2012-2013 (ou la plus ancienne édition disponible)

est de 14 500 km, dont environ 5 200 km de rivières et 4 000 km de canaux peuvent être utilisés par des embarcations mécanisées. Le transport de fret par voies navigables est grandement sous-utilisé en Inde, par rapport à d'autres pays et zones géographiques de grande taille, telles que les États-Unis, la Chine et l'Union européenne. Le total des marchandises, transportées par les voies navigables intérieures, représente tout juste 0,1 pour cent de la totalité du trafic intérieur en Inde, par rapport aux 6,7 % dans l'Union Européenne.

Le secteur des télécommunications a été, traditionnellement, dominé par l'État, bien que l'industrie ait été soumise à un rythme élevé de libéralisation du Marché dans les années 1990 et soit devenue maintenant l'un des marchés de télécommunications les plus compétitifs et à la croissance la plus rapide au monde. Le réseau indien des télécommunications est le deuxième plus grand au monde en nombre d'utilisateurs du téléphone (tant le téléphone fixe que mobile). Depuis mars 2018, elle dispose de 1 206 milliards de téléphones et 412,60 millions d'abonnés à Internet.

Alors que les données quantitatives sont impressionnantes et démontrent une croissance rapide au cours des 10 à 20 années écoulées, nous devons encore prendre en compte la qualité médiocre générale d'un grand nombre des infrastructures existantes et la nécessité d'un investissement supplémentaire substantiel, uniquement pour suivre le rythme rapide de la mutation démographique. La Banque mondiale, par exemple, note que « la plupart des autoroutes en Inde

sont étroites et congestionnées et présentent une qualité médiocre et que 40 % des villages indiens n'ont pas d'accès à des routes praticables par tous les temps. Près d'un tiers des villages du pays demeurent coupés du monde pendant la saison des moussons ; un problème qui est plus aigu dans les États du Nord et du Nord-Est de l'Inde, qui sont médiocrement reliés aux centres économiques majeurs du pays.

Quant aux chemins de fer, seuls 60 % du réseau sont actuellement électrifiés, bien que des plans soient en cours, pour passer ce taux à 100 % en 2021, afin de faire des économies sur les coûts des combustibles importés. Un partenariat de € 3,5 mds est en place avec Alstom (France), pour construire et fournir 800 locomotives électriques entre 2018 et 2028, à partir de son installation de locomotives de pointe à Madhepura, dans l'État de Bihar.

Même avec les augmentations considérables dans les dépenses d'investissement actuelles, l'Inde ne se classe cependant qu'à la 66<sup>ème</sup> place sur 144 pays, en ce qui concerne les infrastructures, dans le Rapport mondial sur la compétitivité du Forum économique mondial 2017 – 18. Une ventilation détaillée montre qu'elle se classe 28<sup>ème</sup> pour les chemins de fer, 47<sup>ème</sup> pour les ports, 55<sup>ème</sup> pour les routes et 61<sup>ème</sup> pour le transport aérien. En effet, son classement global de 66<sup>ème</sup> ne représentait que deux places, gagnées par rapport à l'année précédente ; une période, au cours de laquelle sa population a augmenté de plus de 16 millions de personnes ; presque la totalité de la population actuelle des Pays-Bas.

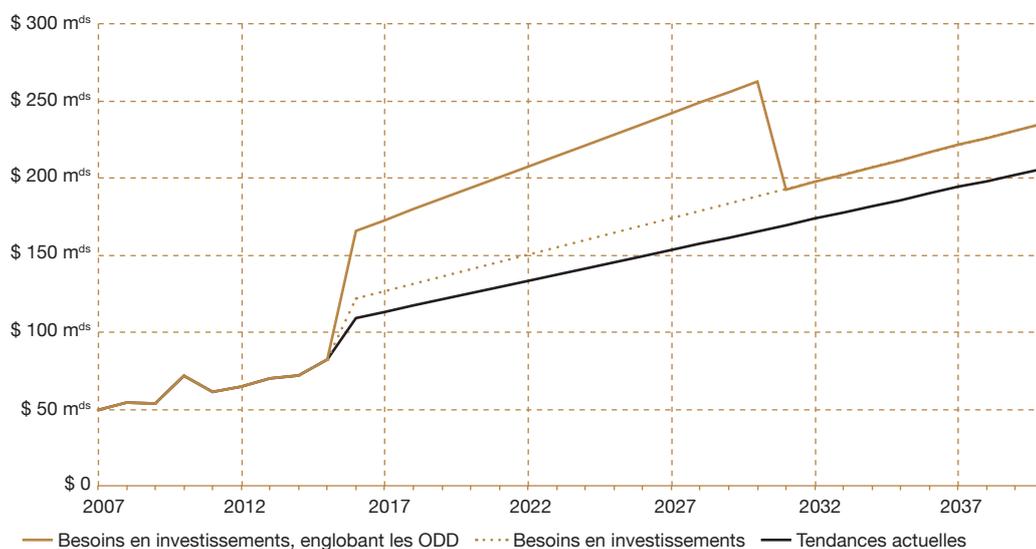


Tout comme l'impressionnante bureaucratie de l'Inde a contribué à la relative stabilité économique et politique du pays, elle a été – historiquement – une source de frustration et de faiblesse. Les négociations de contrats pourraient s'avérer complexes et prolongées et les priorités, parfois conflictuelles, des Gouvernements des États et des Gouvernements nationaux ont généré des retards dans leur exécution. Le Premier ministre Modi a caractérisé la bureaucratie indienne comme mettant en difficulté une administration du 19<sup>ème</sup> siècle, destinée à aborder les défis du 21<sup>ème</sup> siècle.

Le grand espoir est qu'elle sera éventuellement capable de supprimer ou de diminuer certains obstacles bureaucratiques.

La mutation démographique et la croissance de la population signifient qu'il faut que l'Inde court, simplement afin de rester immobile. Il ne fait pas de doute que la sphère politique veut souscrire à la mutation technologique et moderniser les infrastructures du pays. L'ampleur de la tâche reflète l'étendue des opportunités d'investissement.

#### Investissement dans les infrastructures au rythme et suivant les besoins actuels (total sur tous les secteurs)



#### ESTIMATIONS DES INVESTISSEMENTS POUR L'INDE

**\$ 3,9 billions**

Tendances actuelles des investissements

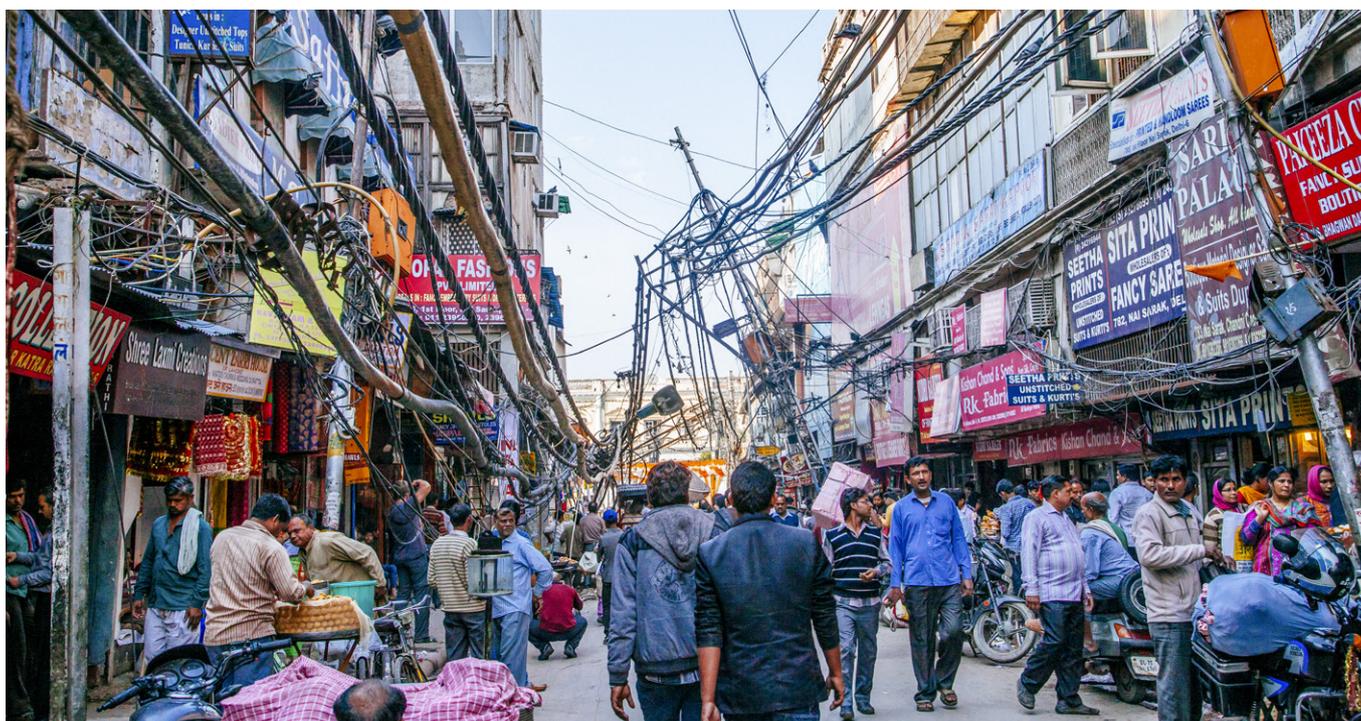
**\$ 5,3 billions**

Investissements nécessaires

**\$ 1,4 billions**

Déficit d'investissement

Objectif de développement durable (ODD) : englobe les investissements supplémentaires, nécessaires pour les pays qui n'ont pas encore réalisé les ODD



## MARCHÉ DE L'ÉNERGIE

**Les chiffres de l'Autorité centrale de l'électricité montrent que la capacité totale de la puissance installée en Inde se monte actuellement à un peu plus de 344 000 MW ; un chiffre qui a presque quadruplé depuis 2000.**

**CHARBON :** le charbon et les combustibles fossiles représentent, avec 197 GW, plus des trois quarts de l'ensemble de l'électricité fournie en Inde. Le pays a les troisièmes plus grandes réserves de houille du monde (à peu près 12 % du total mondial) et le secteur minier est dominé par de grosses sociétés, possédées par l'État, parmi lesquelles Coal India Limited (CIL) est la plus grande, constituant 80 % de la production indienne. À présent, plus de 90 % du charbon indien est produit en exploitation à ciel ouvert. Ce procédé a des

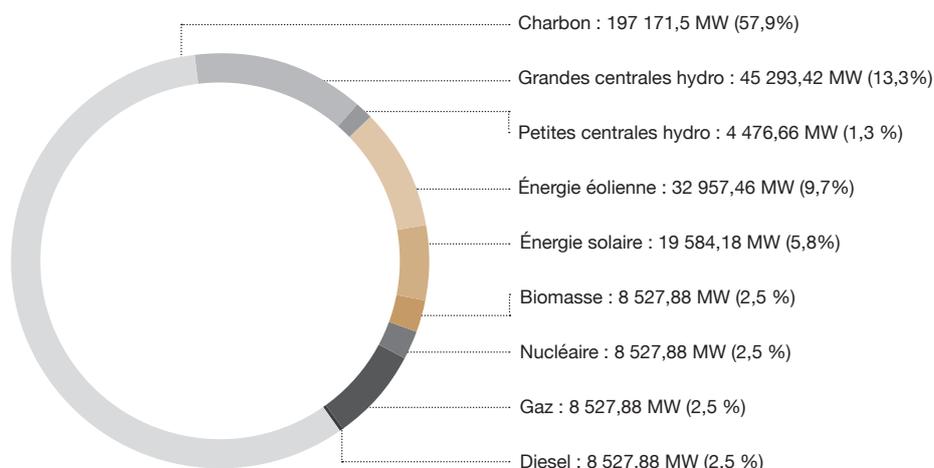
coûts de production relativement faibles et s'avère moins dangereux que l'exploitation au fond mais a une grande empreinte environnementale néfaste, sous la forme d'une dégradation des sols, de la déforestation, de l'érosion et du ruissellement des eaux acides.

Selon l'Agence internationale de l'énergie, « Parmi les autres problèmes, auxquels le secteur du charbon indien est confronté, il y a un déséquilibre entre l'emplacement des réserves de houille et les mines (qui sont concentrées dans l'Est et le Centre de l'Inde) et les centres du Nord-Ouest, de l'Ouest et du Sud, où la demande est forte. Il faut qu'une tonne de charbon voyage en moyenne plus de 500 kilomètres (km) avant d'être convertie en électricité, ce qui sollicite considérablement le réseau ferroviaire du pays. »

Capacité installée à la date du	Thermique (MW)					Renouvelable (MW)			Total (MW)	% croissance (sur une base annuelle)
	Charbon	Gaz	Diesel	Sous-total Thermique	Nucléaire (MW)	Hydro	Autre Renouvelable	Sous-total renouvelable		
31-mar-1990	41 236	2 343	165	43 764	1 565	18 307	-	18 307	63 636	9,89%
31-mar-1997	54 154	6 562	294	61 010	2 225	21 658	902	22 560	85 795	4,94%
31-mar-2002	62 131	11 163	1 135	74 429	2 720	26 269	1 628	27 897	105 046	4,49%
31-mar-2007	71 121	13 692	1 202	86 015	3 900	34 654	7 760	42 414	132 329	5,19%
31-mar-2012	112 022	18 381	1 200	131 603	4 780	38 990	24 503	63 493	199 877	9,00%
31-mar-2017	192 163	25 329	838	218 330	6 780	44 478	57 260	101 138	326 841	10,31%
31-mar-2018	197 171	24 897	838	222 906	6 780	45 293	69 022	114 315	344 002	5,25 %

---

## Capacité installée par source en Inde à la date du 31 mars 2018



**HYDROÉLECTRICITÉ** : l'Inde dispose actuellement d'environ 45 GW de capacité hydroélectrique installée (dont plus de 90 % sont des grandes centrales hydroélectriques), ce qui représente un peu moins d'un tiers de la ressource estimée. 14 GW supplémentaires sont en cours de construction, bien que certaines de ces usines aient été retardées par des problèmes techniques ou environnementaux et par l'opposition publique. Le développement de l'énergie hydroélectrique a pris beaucoup de retard, loin derrière la capacité de production thermique, ce qui génère une diminution constante de sa part de production totale d'électricité. Les ajouts et la création de capacité ont régulièrement été inférieurs aux objectifs, établis dans les programmes gouvernementaux successifs, tandis que l'objectif, consistant à faire intervenir des investisseurs privés s'est avéré, de la même manière, difficile à réaliser.

**NUCLÉAIRE** : l'Inde dispose de 21 réacteurs nucléaires en activité sur sept sites, avec une capacité totale installée proche de 6 GW. Six autres centrales nucléaires sont en cours de construction, qui ajouteront environ 4 GW au total déjà existant. Bien que la part actuelle de l'énergie nucléaire dans la combinaison des modes de production soit relativement faible, soit 3 %, l'Inde a des plans ambitieux pour étendre son rôle futur, incluant un plan à long terme pour mettre au point des réacteurs plus complexes qui utilisent le thorium – une potentielle source alternative de combustible pour les réacteurs nucléaires.

**GAZ NATUREL** : le gaz naturel a une part relativement faible (6 %) dans la combinaison des modes de production d'énergie intérieurs, totalisant environ 24 GW. L'optimisme quant

au rythme d'expansion, suscité par quelques grandes découvertes au début des années 2000, a été anéanti par une production plus lente que prévu, provenant des gisements nationaux en mer et nombre de ces centrales électriques sont arrêtées tout au long de l'année, faute d'approvisionnement en gaz naturel.

**BIOÉNERGIE** : la bioénergie représente à peu près un quart de la consommation énergétique indienne, dont la plus grande part est de loin l'usage traditionnel de la biomasse pour la cuisson dans les foyers. Il y avait environ 7 GW de capacité de production d'énergie, suscités par la biomasse en 2014, la plus grande part reposant sur les bagasses (un produit dérivé du traitement de la canne à sucre) et une part plus faible est représentée par la co-génération, reposant sur d'autres résidus agricoles.

**VENT** : l'Inde dispose de la cinquième plus grande quantité de capacité éolienne installée dans le monde. À compter du 31 mars 2018, la capacité éolienne installée était de 34,05 GW, répartie dans de nombreux États. Le plus grand État producteur d'énergie éolienne est le Tamil Nadu, qui représente près de 23 % de la capacité installée, suivi dans l'ordre décroissant par le Gujara, le Maharashtra, le Rajasthan et le Karnataka. L'énergie éolienne représente 9,7 % de la capacité de puissance installée totale et 3,7 % de la production énergétique totale. L'Inde cherche à installer 60 GW de capacité en énergie éolienne d'ici 2022.

**SOLAIRE** : à compter du 31 mars 2018, la capacité installée d'électricité d'origine solaire était de 21,65 GW, répondant à près de 2 % de la production d'électricité par les services publics ; soit deux fois la quantité de l'année précédente.



Respirer l'air à Mumbai (Inde) une seule journée équivaut à fumer 100 cigarettes.

---

# ÉNERGIE FUTURE : DEMANDE & APPROVISIONNEMENT

**Le Rapport spécial sur l'Inde de l'Agence internationale de l'énergie sur l'Inde prévoit que la demande énergétique sera poussée à la hausse jusqu'en 2040 par une économie et une population qui progressent à plus de cinq fois leur taille actuelle ce qui en fait le pays le plus peuplé au monde. La consommation d'énergie triplera presque d'ici 2040, avec l'augmentation de l'utilisation du charbon qui fera de l'Inde de loin la plus grande source de croissance dans la demande mondiale en charbon.**

Avec la hausse des revenus et 580 millions de consommateurs supplémentaires d'électricité d'ici 2040, la demande d'électricité dans le secteur résidentiel augmentera de plus de cinq fois. Pendant ce temps-là, l'Industrie demeure le plus important parmi les secteurs d'utilisation finale, étant donné que la forte demande de l'Inde en infrastructures et en biens de consommation stimule les perspectives dans le domaine de la fabrication.

L'AIE note que l'Industrie est le plus grand consommateur d'électricité en Inde et que la demande fait plus que tripler sur la période courant jusqu'à 2040, bien que la part globale

de l'Industrie dans la consommation d'électricité chute légèrement de 42 % en 2013 à 39 %. Les plus grandes augmentations proviennent des sous-secteurs de l'acier et de l'aluminium, qui comptent respectivement pour 18 % et 9 % de l'augmentation de la consommation. Dans le secteur du bâtiment (qui englobe le sous-secteur résidentiel et celui des services), les consommateurs tirent profit de l'amélioration de la qualité de l'approvisionnement en électricité pour augmenter régulièrement leurs demandes envers le système, d'une moyenne de 5,8 % par an.

La part de l'électricité dans la consommation énergétique résidentielle augmente très rapidement, passant de 10 % en 2013 à 41 % d'ici 2040, parallèlement à l'augmentation des revenus, à la possession de machines et à la demande de réfrigération. La demande de pointe en électricité, dominée par la demande résidentielle, devrait rester un phénomène se produisant en soirée ; un développement qui est renforcé par l'augmentation de la fiabilité de l'alimentation électrique et la diminution du rôle des batteries et des onduleurs.

---

## 2 225 MW

---

Cinq des plus grands parcs solaires en cours de construction sont situés en Inde. Il s'agit :

du Parc solaire de Bhadla Industrial  
2 225 MW – N° 1

du Parc solaire de Pavagada  
2 000 MW – N° 2

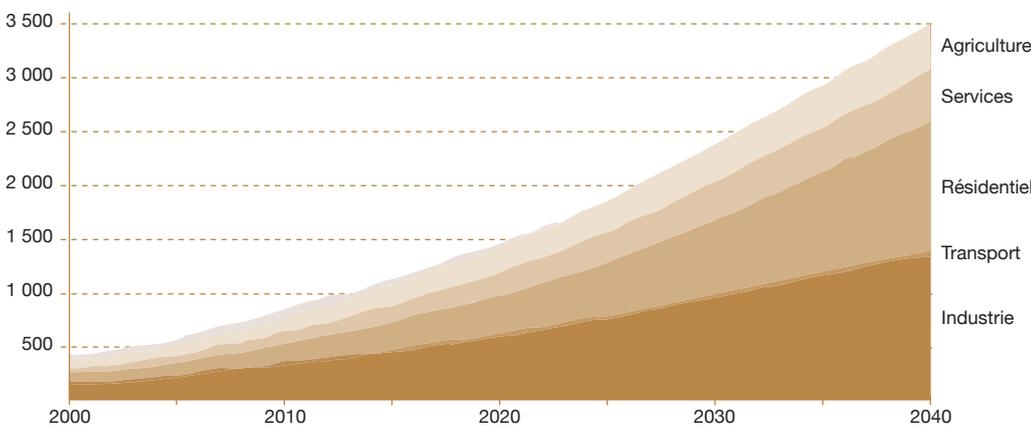
du Parc solaire I d'Ananthapuramu  
1 500 MW – N° 5

du Méga-parc solaire de Kadapa Ultra  
1 000 MW – N° 7

du Parc solaire de Rewa  
750 MW – N° 9

---

Demande d'électricité par secteur en Inde dans le Scénario des nouvelles politiques



La capacité de la puissance installée doit augmenter fortement, passant de moins de 300 GW actuellement à plus de 1 000 GW en 2040. Près de la moitié de l'augmentation nette de la capacité des centrales au charbon dans le monde sera concentrée en Inde, bien que la rapide augmentation en énergies renouvelables, emmenée par l'énergie solaire et éolienne, ainsi qu'une forte augmentation de la capacité nucléaire, signifient que ces sources comptent plus de 50 % de nouvelles capacités supplémentaires, mises en service sur la période. En effet, d'ici 2040, la capacité totale des énergies renouvelables, soit 462 GW, sera supérieure à celle du charbon (438 GW).

Dans le scénario de prévisions de l'AIE, d'ici 2035, la puissance délivrée en Inde sera supérieure à la production d'électricité au sein de l'Union européenne. En termes de production, d'ici 2040, l'Inde détiendra le troisième plus grand système électrique du monde, après la Chine et les États-Unis. Actuellement, près des trois quarts de l'ensemble de l'électricité produite proviennent de centrales électriques au charbon. D'ici 2040, bien que la capacité atteindra près du double (et seule la Chine produit plus d'électricité, issue du charbon, que l'Inde), la part du charbon sur le total de la production énergétique chutera à 41 %, la capacité des sources d'énergies renouvelables atteignant le triple et la capacité de l'énergie solaire étant près de décupler.



#### Demande d'électricité par secteur dans le Scénario des nouvelles politiques de l'AIE (TWh)

	2000	2013	2020	2030	2040	2013-2040	
						Change-ment	TCMC*
<b>Demande</b>	376	897	1 351	2 241	3 288	2 390	4,9%
Industrie	158	375	565	904	1 277	902	4,6%
Résidentiel	79	207	329	647	1 115	908	6,4%
Services	46	133	207	332	450	318	4,6%
Transport	8	15	20	24	30	14	2,5%
Agriculture	85	160	222	324	401	241	3,5%
Autre secteur énergétique	0	6	8	10	13	7	2,7%
<b>Pertes T &amp; D</b>	<b>150</b>	<b>220</b>	<b>313</b>	<b>452</b>	<b>613</b>	<b>393</b>	<b>3,9%</b>
<b>GC usage propre</b>	<b>40</b>	<b>82</b>	<b>107</b>	<b>160</b>	<b>229</b>	<b>147</b>	<b>3,9%</b>
<b>Production brute**</b>	<b>570</b>	<b>1 193</b>	<b>1 766</b>	<b>2 848</b>	<b>4 124</b>	<b>2 930</b>	<b>4,7%</b>

\* Taux de croissance moyen composé, \*\* La production brute englobe l'usage propre par les générateurs de courant (GC), la demande d'utilisation finale (Industrie, résidentiel, transports et autres), ainsi que les pertes du réseau de transmission et de distribution (T & D) mais n'inclut pas les importations, qui sont minimales.

#### Capacité de production de courant en GW par type en Inde dans le Scénario des nouvelles politiques de l'AIE

	2000	2014	2020	2030	2040	Parts		TCMC*
						2014	2040	2014-2040
<b>Combustibles fossiles</b>	<b>84</b>	<b>204</b>	<b>280</b>	<b>419</b>	<b>576</b>	<b>71%</b>	<b>53%</b>	<b>4,1%</b>
Charbon	66	174	230	329	438	60%	41%	3,6%
Pétrole	11	23	41	76	122	8%	11%	6,6%
Gaz	7	7	9	13	15	3%	1%	2,9%
<b>Nucléaire</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>24</b>	<b>39</b>	<b>2%</b>	<b>4%</b>	<b>7,6%</b>
<b>Énergies re-nouvelables</b>	<b>27</b>	<b>79</b>	<b>147</b>	<b>304</b>	<b>462</b>	<b>27%</b>	<b>43%</b>	<b>7,0%</b>
Hydro	25	45	58	83	108	15%	10%	3,5%
Énergie éolienne	1	23	50	102	142	8%	13%	7,2%
Solaire PV	0	3	28	100	182	1%	17%	16,4%
Autres	0	7	11	18	30	3%	3%	5,5%
<b>Total</b>	<b>113</b>	<b>289</b>	<b>436</b>	<b>746</b>	<b>1 076</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>5,2%</b>

\* Taux de croissance annuel moyen composé

# POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE SOLAIRE

**Revenons en 2008. Le Premier Ministre d'alors : Dr Manmohan Singh, lançait le Plan d'action national sur le Changement climatique.**

Il déclarait : « Notre vision consiste à rendre le développement économique de l'Inde efficace en termes d'énergie. Au fil du temps, nous nous devons de lancer un changement progressif de l'activité économique, fondée sur les combustibles fossiles, à une économie, fondée sur les combustibles non fossiles et de la dépendance envers des sources d'énergie non renouvelables et en cours d'épuisement en faveur de sources d'énergie renouvelables. Dans cette stratégie, le soleil occupe le devant de la scène, comme il le faudrait, puisqu'il est littéralement la source originale de toute l'énergie. Nous mettrons en commun nos talents scientifiques, techniques et managériaux, avec des ressources financières suffisantes, pour développer l'énergie solaire en tant que source d'énergie abondante, pour propulser notre économie et pour transformer la vie de notre peuple. Le succès que nous rencontrerons dans notre effort changera la face de l'Inde. Il permettra aussi à l'Inde de contribuer à changer la destinée de personnes à travers le monde. »

**Énergie renouvelable, installée en Inde**  
(à la date du 31 mars 2018)

Type	Capacité (en MW)
<b>Énergie, raccordée au réseau</b>	
Énergie éolienne	34 046,00
Solaire	21 651,48
Petits projets d'hydroélectricité	4 485,81
Électricité & gazéification à la biomasse et Cogénération bagasse	8 700,00
Valorisation énergétiques des déchets	138,30
<b>Total – Énergie, raccordée au réseau</b>	<b>69 022,39</b>

L'accent marqué, mis par l'Inde sur le développement de l'énergie solaire, fut démontré en 2010 avec le lancement de la Mission solaire nationale Jawaharlal Nehru, qui visait 20 GW d'énergie solaire d'ici 2022. Cet objectif fut à son tour considérablement renforcé par

le Gouvernement de Narendra Modi dans le budget de l'Union de l'Inde en 2015, passant à 100 GW d'installations solaires d'ici 2022 ; dont 40 GW de photovoltaïque (PV) solaire, installé sur les toits et 60 GW de projets PV de grande taille et de taille moyenne, couplés au réseau.

La Mission solaire nationale a indiqué clairement : « Du point de vue de la sécurité énergétique, l'énergie solaire est la plus sûre de toutes les sources, puisqu'elle est disponible en abondance. Théoriquement, une petite fraction du total de l'énergie solaire associée (si elle est effectivement captée) peut satisfaire l'ensemble des exigences en électricité du pays... L'Inde est dotée d'un vaste potentiel d'énergie solaire. Environ 5 000 billions de kWh d'énergie par an sont indissociables de la superficie du territoire indien, sa majeure partie recevant de 4 à 7 kWh par mètre carré et par jour. Par conséquent, les deux voies technologiques de la conversion du rayonnement solaire en chaleur et en électricité, à savoir le thermique solaire et le photovoltaïque solaire, peuvent effectivement être exploitées en délivrant une immense flexibilité pour l'énergie solaire en Inde. L'énergie solaire fournit aussi l'aptitude à produire du courant sur un mode distribution et permet un rapide ajout de capacité dans un bref délai. »

En décembre 2014, le Gouvernement indien a présenté un schéma de mise au point de parcs solaires et de projets extrêmement grands d'énergie solaire, qui projetaient de monter au moins 25 parcs solaires et projets extrêmement grands d'énergie solaire, visant plus de 20 000 MW de capacité installée d'énergie solaire, sur une période de 5 ans, débutant en 2014–15. Les parcs solaires auraient des terrains, aménagés de manière durable et disposeraient de toutes les autorisations, du système de transmission, de l'accès à l'eau, des liaisons routières, du réseau de communications, etc. Ce schéma faciliterait et accélérerait l'installation de projets d'énergie solaire, reliés au réseau, pour une production d'électricité à grande échelle. En février 2017, le Cabinet de l'Union augmenta le nombre total de parcs solaires planifiés, le passant à 50 unités, avec une capacité totale de 40 GW.

Au Sommet Inde – Afrique et lors d'une réunion de pays membres qui précédait la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, qui s'est tenue à Paris en novembre

 **73%**

La baisse des coûts de production de l'électricité au cours des années précédentes a profité avant tout à l'électricité d'origine photovoltaïque. Selon l'AIER, les coûts de l'énergie photovoltaïque ont baissé de 73 pour cent dans le monde entre 2010 et 2017, alors que les coûts de l'énergie éolienne n'ont baissé que d'un quart. Par conséquent, les deux technologies sont maintenant toutes deux au même niveau que les combustibles fossiles, en termes de coûts de production d'électricité ou elles sont même moins coûteuses.

Catégorie	Cibles selon l'année (en MW)							Total
	2015–16	2016–17	2017–18	2018–19	2019–20	2020–21	2021–22	
Systèmes solaires, installés sur les toits	200	4 800	5 000	6 000	7 000	8 000	9 000	40 000
Projets solaires, montés au sol	1 800	7 200	10 000	10 000	10 000	9 000	8 500	57 000
<b>Total</b>	<b>2 000</b>	<b>12 000</b>	<b>15 000</b>	<b>16 000</b>	<b>17 000</b>	<b>17 500</b>	<b>17 500</b>	<b>97 000</b>



#### Rythme des réunions sur la protection du climat

- Le Gouvernement indien a attiré l'attention avec son plan, consistant à n'admettre que de nouvelles immatriculations pour des véhicules électriques à partir de 2030.
- Le plan ne prévoit pas la construction de quelque nouvelle centrale électrique au charbon, que ce soit, dans l'avenir.
- 6,6 millions d'arbres ont été plantés d'affilée en 12 heures dans l'État de Madhya Pradesh.
- L'Inde s'est donnée pour mission de reboiser approximativement 95 millions d'hectares de terrain.

2015, l'Alliance solaire internationale (ASI) était lancée. Elle fut proposée en premier par le Premier Ministre indien Narendra Modi, lors d'un discours, prononcé en novembre 2015 au Stade de Wembley à Londres, au cours duquel il fit référence aux pays, qui se situent soit complètement, soit partiellement, sur le Tropique du Cancer et le Tropique du Capricorne, comme Suryaputra (« Les fils du soleil »).

L'objectif principal de l'Alliance – un organisme inter-gouvernemental, fondé sur un traité – est d'œuvrer pour une exploitation efficace de l'énergie solaire, afin de réduire la dépendance par rapport aux combustibles fossiles. L'accord-cadre de l'Alliance solaire internationale a été ouvert à la signature à Marrakech (Maroc) en novembre 2016 et 121 pays en ont rejoint les rangs ultérieurement.

En janvier 2016, Narendra Modi et le Président français d'alors : François Hollande, ont posé ensemble la première pierre du Siège central

de l'ASI et inauguré le Secrétariat provisoire à l'Institut national de l'énergie solaire (INES) à Gwalpahari, Gurugram (Inde). Le Gouvernement indien a consacré cinq acres [= env. 202 ares] de terrain, sur le campus de l'INES, à son futur siège central ; il a aussi contribué pour ₹ 1,75 milliard (US \$ 27 millions) au fonds, pour la construction d'un campus et pour des dépenses de réunions pour les cinq premières années.

Le 30 juin 2016, l'ASI passait un accord avec la Banque mondiale, pour accélérer la mobilisation de moyens financiers en faveur de l'énergie solaire. La Banque jouera un rôle majeur, en mobilisant plus de US \$ 1 000 milliards en investissements, qui seront nécessaires d'ici 2030, pour satisfaire les objectifs de l'ASI en vue du déploiement massif d'une énergie solaire au coût abordable. Jusqu'ici, 48 pays ont signé et 26 pays ont ratifié l'Accord cadre de l'ASI.

#### Croissance de la capacité solaire installée par les services publics

Année	Capacité installée (MW)	Croissance annuelle (MW)	Croissance annuelle (%)
2010	161	N/A	N/A
2011	461	300	186,34
2012	1 205	744	161,39
2013	2 319	1 114	92,45
2014	2 632	313	13,50
2015	3 744	1 112	42,25
2016	6 763	3 019	80,63
2017	12 289	5 526	81,71

Lors d'un discours au Sommet mondial des énergies du futur (SMEF), prononcé à Abu Dhabi en janvier 2018, le Ministre indien de l'énergie : RJ Singh, a annoncé que le Gouvernement réaliserait son objectif de 175 GW de capacité d'énergie renouvelable installée bien avant 2020 et constituerait un fonds de \$ 350 millions, pour financer les projets solaires. Il attend de l'énergie renouvelable qu'elle compose 40 % de la capacité de puissance installée d'ici 2030, par rapport aux 18,2 % à la fin de 2017.

Selon le Ministre des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, à compter du 31 mars 2018, l'Inde avait une capacité installée, raccordée au réseau, d'environ 69,02 GW de

capacité technologique de production d'électricité renouvelable ; dépassant, pour la première fois de l'histoire, la capacité de production d'énergie hydroélectrique d'envergure.

L'Inde a maintenant démontré son succès dans le domaine de l'énergie solaire. C'est une destination maintenant bien établie et hautement estimée en matière d'investissement, avec un immense élan positif. Les futures opportunités sont aussi grandes que son ambition, menées par la double dynamique des changements technologique et démographique.

Investir dans l'énergie solaire, c'est une proposition très attrayante.

Adhésions et  
engagements volontaires

---



**WE SUPPORT**

[www.thomas-lloyd.com](http://www.thomas-lloyd.com)

Sources : La Banque mondiale, [www.worldbank.org/en/country/india](http://www.worldbank.org/en/country/india) ; Ministère des énergies nouvelles et renouvelables, [www.mnre.gov.in](http://www.mnre.gov.in) ; INTI Aayog (Institut national pour la transformation de l'Inde), Gouvernement de l'Inde, [www.niti.gov.in](http://www.niti.gov.in) ; Banque de réserve de l'Inde, [www.rbi.org.in](http://www.rbi.org.in) ; l'Encyclopédie Britannica, [www.britannica.com/place/India](http://www.britannica.com/place/India) ; Le Commonwealth, [www.thecommonwealth.org/our-member-countries/india](http://www.thecommonwealth.org/our-member-countries/india) ; La Banque mondiale, Histoire de la croissance indienne, Mars 2018 ; Fondation Bertelsmann, Rapport pays ITB sur l'Inde ; Agence internationale de l'énergie, Perspectives énergétiques en Inde, novembre 2015 ; wikipédia, Secteur de l'électricité en Inde ; BP, Perspectives énergétiques BP 2018 pour l'Inde ; Branche Recherche du Ministère du transport routier et du transport par autoroutes, Statistiques routières de base de l'Inde 2015-16 ; Agence internationale des énergies renouvelables (AIER), Énergie renouvelable et emplois, évaluation annuelle 2018 ; Organisation internationale du Travail (OIT), Écologisation et emplois, 2018 ; Institut de l'économie de l'énergie et de l'analyse financière, l'énergie solaire est en train de conduire une mutation mondiale dans les marchés de l'électricité, mai 2018 ; Nations unies, Changement climatique, [www.unfccc.int](http://www.unfccc.int) ; [www.mercomindia.com](http://www.mercomindia.com) ; [www.spiegel.de](http://www.spiegel.de) ; [www.idealismprevails.at](http://www.idealismprevails.at) ; [www.srf.ch](http://www.srf.ch) ; Forum économique mondial ; [www.factslides.com/s-India](http://www.factslides.com/s-India)